



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## aviation légère

Question écrite n° 69152

### Texte de la question

M. Jean-Pierre Brard \* attire l'attention de M. le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer sur le projet d'arrêté qui serait en cours de préparation au sein de la direction générale de l'aviation civile. Les associations, les bénévoles et pratiquants des activités aéronautiques sportives jouent un rôle majeur pour le développement du tissu aéronautique ainsi que pour l'émergence de nombreuses vocations vers les métiers de l'aéronautique qui ont été largement plébiscités à l'occasion du 46e salon aéronautique du Bourget. Or, de nombreux responsables d'aéroclubs et de fédérations les représentant s'inquiètent du devenir des activités aéronautiques sportives au lendemain de l'entrée en vigueur de ce projet d'arrêté qui ferait peser sur ces activités des charges financières dont le montant est sans aucune mesure avec ce que les structures associatives sont en capacité de supporter. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre afin que les activités aéronautiques sportives et de loisir soient exclues du champ d'application des redevances aéronautiques dues par les organismes et les personnels de l'aéronautique civile.

### Texte de la réponse

La mise en place de nouvelles redevances applicables aux usagers de l'aviation générale, et en particulier de l'aviation légère et sportive, suscite de fortes inquiétudes au sein des fédérations d'adhérents, à une période où celles-ci subissent une érosion régulière de leurs effectifs et de leurs activités. Jusqu'à présent, l'encadrement et le contrôle technique des activités de ce secteur (délivrance des licences et des qualifications, délivrance de documents de navigabilité pour le matériel volant, organisation des examens...) sont financés sur le budget annexe de l'aviation civile, par la taxe générale de l'aviation civile payée par tout passager aérien au départ d'un aéroport français. En particulier, les fédérations d'aviation légère et sportive ne sont soumises à aucune redevance, ce qui constitue une situation unique en Europe. La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) qui entre en vigueur dès le 1er janvier 2006, et notamment son article 18, prévoit que les activités de prestations de services du budget annexe de l'aviation civile doivent être financées par la perception de redevances auprès des utilisateurs. Ce mode de financement apparaît plus juste, puisqu'il inscrit le principe de paiement d'un service rendu par l'utilisateur concerné. Par conséquent, maintenir le système actuellement en vigueur, c'est-à-dire perpétuer la gratuité des services rendus, conduirait à exclure le financement de ces activités du budget annexe de l'aviation civile et à les reporter sur le budget général, ce qui aurait pour conséquence de voir les moyens qui y sont consacrés se réduire rapidement. Conscient de la richesse que constitue pour la France le tissu associatif de l'aviation légère et sportive, et dans le but de ne pas mettre en péril le développement de ce secteur, le Gouvernement a décidé de maintenir le financement de l'encadrement de l'aviation légère sur le budget annexe de l'aviation civile. Cette position demande d'accepter en contrepartie le principe du paiement de redevances. Pour autant, l'impact économique de cette réforme sur les acteurs concernés fait l'objet d'une étude très attentive, et il n'est pas question de voir les usagers financer la totalité des coûts associés. Une concertation approfondie a ainsi été entamée entre l'administration et les fédérations afin de définir, d'une part, le périmètre des prestations qui doivent donner lieu au paiement de redevances et qui seront en tout état de cause en nombre limité, et, d'autre part, le niveau de ces redevances. Afin que cette

concertation se déroule dans un climat serein et aboutisse à des propositions, le Gouvernement a d'ores et déjà décidé de suspendre la perception de cette redevance pour l'année 2006.

## Données clés

**Auteur** : [M. Jean-Pierre Brard](#)

**Circonscription** : Seine-Saint-Denis (7<sup>e</sup> circonscription) - Député-e-s Communistes et Républicains

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 69152

**Rubrique** : Sports

**Ministère interrogé** : transports, équipement, tourisme et mer

**Ministère attributaire** : transports, équipement, tourisme et mer

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 5 juillet 2005, page 6578

**Réponse publiée le** : 30 août 2005, page 8262